TF1 : « Cherchons des compromis, travaillons sur la confiance pour soigner les maladies de notre économie »

Interview du Gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, sur TF1 mercredi 12 novembre 2025.

Adrien Gindre

Bonjour François Villeroy de Galhau. On va parler dans un instant de l'état de l'économie française, puisque la Banque de France vient d'interroger 8 500 entreprises à ce sujet. Mais d'abord donc, à l'Assemblée nationale, aujourd'hui, ce vote sur la suspension de la réforme des retraites. Pour le patron du MEDEF, Patrick Martin, cette suspension est une hérésie. Et pour vous, est-ce que c'est une hérésie ou une nécessité au nom de la stabilité ?

François Villeroy de Galhau

Écoutez, je ne vais pas commenter les déclarations des uns et des autres. Il y a beaucoup de bruit et ce n'est pas à la Banque de France de décider le détail des mesures. Cela appartient au débat politique et aujourd'hui au Parlement.

Je crois simplement qu'on peut dire deux choses. La première, c'est qu'il y a une tension évidente entre, d'un côté, la réalité de l'allongement de la durée de vie qui creuse les déficits, et puis de l'autre, on le voit, des attentes fortes de correction de la réforme de 2023. Alors de ce point de vue-là, il faudrait des compromis, Adrien GINDRE. Et moi, je vais exprimer un regret dont on ne parle plus beaucoup : c'est l'échec du conclave social de juin qui était tout près d'un compromis. On peut citer un autre exemple. Je crois qu'avoir un effort des retraités les plus aisés, ça serait conforme à l'exigence de justice.

Adrien Gindre

Un effort financier, une contribution financière...

François Villeroy de Galhau

Ce peut être l'abattement fiscal de 10%, ce peut être une indexation partielle sur l'inflation. Cela, encore une fois, c'est au débat politique de décider. Je voudrais ajouter un autre commentaire plus global : là, la Banque de France est légitime à le dire. Qu'est-ce que notre pays doit faire dans ce grand débat budgétaire ? Il doit évidemment réduire les déficits, on va en reparler, parce qu'il y a trop de dette qui nous coûte trop cher. Et cet effort de réduction des déficits doit passer principalement par la maîtrise des dépenses, pour des raisons pratiques, parce que notre écart avec les autres pays, c'est d'abord sur les dépenses. De ce point de vue-là, la tendance jusqu'à présent du débat parlementaire risque de ne pas aller dans le bon sens.

Adrien Gindre

Je précise et je rappelle, demain notamment, les députés vont prendre l'examen de la partie recette du budget. On le voyait à l'instant dans le journal, les patrons ont écrit au Premier ministre pour dénoncer, alors cette liste des impôts sur la fortune improductive, les multinationales, les GAFAM, les superdividendes, les sociétés, les rachats d'actions, les holdings. Ça fait dire à Pierre Moscovici, qui est le président de la Cour des Comptes, qu'on est face à un spectacle estomaquant. Quel adjectif vous utiliseriez, vous ?

François Villeroy de Galhau

Je ne vais pas avoir le même talent que Pierre Moscovici pour les adjectifs. Je vais juste faire un appel à la raison et à l'équilibre. J'espère que nous sommes tous d'accord pour dire qu'il faut réduire le déficit à 3% en 2029. Comme on part de 5,4%, le calcul est assez simple à faire. On a 4 ans, il faut faire le quart du chemin la première année. Donc maximum 4,8% de déficit l'an prochain.

Adrien Gindre

En le souhaitant, vous y croyez sincèrement ?

François Villeroy de Galhau

Je le souhaite fortement, parce que c'est l'intérêt national. Ce n'est pas seulement la règle européenne, vous savez, les 3%. Les 3 %, c'est ce qui nous permet enfin de

stabiliser puis de réduire le poids de la dette par rapport au PIB. Parce que sinon, nous risquons un étouffement progressif. Nous léguons à nos enfants une dette de plus en plus lourde.

Adrien Gindre

Ça veut dire quoi, un étouffement progressif ?

François Villeroy de Galhau

Cela veut dire que dès aujourd'hui, cette dette nous coûte de plus en plus cher. Et les intérêts que nous devons payer aujourd'hui pour cette dette, c'est autant que nous ne pouvons pas consacrer à des dépenses prioritaires : le changement climatique, la défense ou l'éducation. Vous savez que les intérêts de la dette vont passer de 30 milliards à peu près en 2020, au début de la décennie, à plus de 100 milliards à la fin de la décennie. 70 milliards supplémentaires qui amputent notre liberté.

Adrien Gindre

Il y a tout de même, si l'on veut voir le verre à moitié plein, certaines bonnes nouvelles, et notamment on les voit dans l'enquête que vous venez de réaliser auprès des chefs d'entreprise. Puisque vous le dites, l'activité économique continue de progresser au mois d'octobre, portée notamment par certaines branches de l'industrie, le bâtiment. Est-ce que ça veut dire qu'on a enfin un petit bout de lumière au bout du tunnel ?

François Villeroy de Galhau

C'est une confirmation de ce que nous avions vu au troisième trimestre, c'est-à-dire que l'économie française est plutôt résiliente. Hommage au passage, au courage des entrepreneurs et au travail des Français.

Adrien Gindre

Malgré toute l'incertitude...

François Villeroy de Galhau

C'est eux tous qui ont produit ce résultat, malgré l'incertitude politique. Donc sur notre prévision de croissance, nous avions prévu au mois de septembre 0,7% pour cette année, 0,9% pour l'an prochain. Nous l'actualiserons le 19 décembre prochain. Ce que je peux dire en fonction de cette enquête de conjoncture, c'est que ce devrait être au moins ces chiffres-là pour 2025 comme pour 2026.

Adrien Gindre

Donc on aura au moins 0,7% de croissance en 2025, au moins 0,9% de croissance en 2026.

François Villeroy de Galhau

Chiffres précis le 19 décembre...

Adrien Gindre

Mais je précise juste pour les téléspectateurs ce que ça veut dire. Ça veut dire qu'on a une amélioration de la trajectoire et de la situation économique de la France, c'est ce que vous êtes en train de nous dire.

François Villeroy de Galhau

Ce ne sont pas des chiffres très brillants dont nous parlons.

Adrien Gindre

On dit souvent qu’on s’enfonce...

François Villeroy de Galhau

Je vais faire le lien avec ce que vous disiez à l'instant sur le financement des retraites. Il faudrait qu'on ait davantage de croissance. Ce serait la meilleure façon de financer nos dépenses sociales tout en les maîtrisant. Et cela renvoie à un effort européen. Ce n'est pas qu'un problème français, cette croissance trop faible. Dans ce monde qui est très dur, avec la puissance américaine, avec les Chinois à l'offensive, il faut que l'Europe se muscle et que la France fasse partie de cet effort. Ça aussi, c'est un sujet dont on ne parle pas assez.

Adrien Gindre

Sans doucher les enthousiasmes et l'optimisme que l'on souhaite parfois avoir, vous soulignez aussi dans cette note, j'insiste, l'incertitude qui reste élevée, alimentée par la situation politique. Ça veut dire qu'aujourd'hui, très concrètement, ce qui se passe à l'Assemblée coûte à l'économie française et rend encore précaire la petite lumière que l'on décrivait à l'instant ?

François Villeroy de Galhau

L'incertitude coûte à l'économie française. Il n'y a pas que l'incertitude politique, il y a aussi l'incertitude internationale. Je parlais des Etats-Unis et de la Chine, évidemment la guerre en Ukraine. Nous estimons qu'au global, l'incertitude coûte à peu près 0,5 point de croissance à l'économie française. Vous voyez que ceci s'ajouterait au 0,7 dont on parlait tout à l'heure pour cette année, cela ferait vraiment du bien si on diminuait l'incertitude et augmentait la confiance. Dans ce total de 0,5, l'incertitude politique nationale, l'incertitude budgétaire, nous coûte probablement au moins 0,2…

Adrien Gindre

Ça veut dire des milliards en l'occurrence.

François Villeroy de Galhau

Cela veut dire des milliards, cela veut dire d'ailleurs aussi que si on pouvait réduire cette incertitude en trouvant une trajectoire raisonnable de réduction des déficits, contrairement à ce qu'on craint d'habitude, on soutiendrait plutôt la croissance.

Adrien Gindre

Un dernier mot, l'incertitude pousse également les Français à épargner. On dit d'ailleurs souvent qu'ils épargnent beaucoup, voire qu'ils épargnent trop. Est-ce que vous dites ce matin à ceux qui nous regardent : « Arrêtez d'épargner, remettez votre argent dans l'économie française. Consommez et vous relancerez la machine » ?

François Villeroy de Galhau

Cette épargne élevée des Français résulte d'une bonne nouvelle, c'est qu'il y a du pouvoir d'achat qui revient avec la victoire contre l'inflation. On n'en a pas parlé mais c'est l'autre bonne nouvelle : l'inflation française est autour de 1% aujourd'hui. Il y a aussi une moins bonne raison, c'est cette incertitude : les Français épargnent beaucoup parce qu'ils sont inquiets des déficits publics. Ce n'est pas mon rôle de dire aux Français ce qu'ils doivent faire de leur argent, chacun décide évidemment. Mais tout ce qu'on pourra faire pour augmenter la confiance, pour réduire cette incertitude budgétaire ira dans le bon sens. Pour vous citer peut-être un dernier chiffre très simple, si le taux d'épargne des Français pouvait diminuer de 1%, passer du 19% actuel - ce qui est très élevé - à 18%, la croissance augmenterait de 0,4%. Donc cherchons des compromis, travaillons sur la confiance, c'est la meilleure façon de soigner les maladies de l'économie française.